

INTRODUCTION

La question des publics

Olivier DONNAT et Sylvie OCTOBRE *

Durant ces dix dernières années, la nécessité de connaître ses « publics » s'est fortement affirmée, tant au sein des directions du Ministère, des établissements publics sous tutelle que de nombreux équipements culturels. Cette affirmation a entraîné une multiplication des initiatives en matière d'enquête et, corrélativement, une inflation de la demande de conseils et d'échanges méthodologiques adressée au Département des études et de la prospective. Certaines directions disposent aujourd'hui d'un observatoire des publics (Direction des musées de France, Centre national de la cinématographie et, plus récemment, Direction de la musique, de la danse, du théâtre et du spectacle), d'autres délèguent à de grands établissements la réalisation de leurs principales études (Direction du livre et de la lecture avec la Bibliothèque publique d'information), d'autres encore ont des activités d'études sans disposer d'observatoire (Délégation aux arts plastiques, Direction de l'architecture et du patrimoine, par exemple). Par ailleurs, les établissements culturels ont acquis progressivement une certaine autonomie en matière d'études en dégageant des crédits propres : la Cité des sciences et de l'industrie, l'Établissement public du parc de la Villette, le musée du Louvre, l'Opéra national de Paris, la Bibliothèque nationale de France, le Centre des monuments français¹ ou la Réunion des musées nationaux, par exemple, disposent des crédits d'études pour réaliser des enquêtes et/ou mener des opérations d'évaluation. Cette inflation du nombre d'enquêtes portant sur les publics s'est faite sans que soient rapprochés et confrontés les acquis, qu'il s'agisse de méthodes, d'outils ou de résultats sur les différents thèmes que sont la politique tarifaire, la fidélisation des publics, la conquête de « nouveaux publics », etc.

La création du séminaire répond donc à cette situation : celui-ci a été conçu pour être à la fois un lieu permanent de présentation des principales enquêtes sur les pratiques ou les consommations culturelles, qu'elles soient menées par le DEP², d'autres services du Ministère ou des équipements culturels, un lieu d'échange

* Olivier Donnat et Sylvie Octobre sont chargés d'études au DEP. La présentation de chacune des parties de l'ouvrage a été rédigée par ces derniers.

1. Il s'agit de l'ex-Caisse nationale des monuments historiques et des sites.
2. Les enquêtes *Pratiques culturelles* ont donné lieu à publication régulière.

sur les expériences et les stratégies mises en œuvre en matière de politique des publics par les directions et les établissements, autour de questions transversales ou communes (la tarification, les politiques de publics ciblées, etc.) et, enfin, un lieu de réflexion sur les évolutions sociétales dont les effets concernent la question des publics et des politiques de publics.

Le champ de réflexion du séminaire a été délimité en référence au domaine d'intervention du Ministère : il est essentiellement centré autour de la question de la fréquentation des établissements culturels : bibliothèques, cinémas, monuments, musées, théâtres, salles de spectacle, équipements polyvalents, etc. Ont ainsi été provisoirement laissées de côté les pratiques domestiques et/ou marchandes, même si l'on sait par ailleurs qu'elles sont parmi les plus nombreuses (en nombre d'individus concernés), les plus fréquentes (nombre de pratiques en un temps donné) et les plus importantes (durée moyenne de pratique³). De même, le séminaire n'a pris en compte ni les pratiques amateur, qu'elles soient effectuées dans un établissement d'enseignement (conservatoire, etc.) ou de manière autonome⁴, ni les publics des manifestations de rue, même s'ils connaissent un fort développement⁵. La dimension anthropologique du terme de culture a également été laissée de côté, non pas que l'existence de ce que l'on pourrait regrouper sous le terme de « cultures populaires » soit ici niée, ni que celles-ci soient considérées comme inférieures qualitativement à une culture plus « savante » (et l'on serait alors soumis à la critique de dominocentrisme souvent opposée aux actions du Ministère), mais pour respecter les limites de l'action de ses établissements. Enfin, ont été laissés de côté les savoirs culturels, objectivés (*via* la formation artistique) ou incorporés⁶.

Le présent ouvrage réunit l'ensemble des contributions qui ont alimenté le travail de la première session. Elles sont présentées autour de cinq thèmes.

La première partie concerne la question de la démocratisation. Comment en effet entreprendre un travail de réflexion sur les études de public sans s'interroger sur l'élément fondateur de la rhétorique culturelle qu'est le terme de « démocratisation » ? De quoi parle-t-on exactement quand on l'utilise : augmentation des volumes ? intensification des pratiques ? modifications des profils socio-démographiques ? En quoi les résultats d'étude peuvent-ils étayer (ou pas) cet objectif ?

Le plus souvent, c'est de l'approche quantitative des sondages qu'on attend la réponse à ces questionnements. Ceci a conduit les membres du séminaire à s'in-

3. On pense ici notamment aux pratiques médias et multimédias. Voir « La montée irrésistible de l'audiovisuel 1973-1997 », *Développement culturel*, n° 128, mars 1999. La place du multimédia s'accroît au fur et à mesure que le taux d'équipement informatique augmente. Voir « Les usages de loisirs de l'informatique domestique », *Développement culturel*, n° 130, octobre 1999.

4. Voir Olivier DONNAT, *Les amateurs, enquête sur les activités artistiques des Français*, Paris, DEP/Documentation française, 1996.

5. Voir Elena DAPPORTO, Dominique SAGOT-DUVAUROUX, *Les arts de la rue, portrait économique d'un secteur en pleine effervescence*, Paris, DEP/Documentation française, 2000.

6. Voir Jean-Michel GUY, *La culture cinématographique des Français*, DEP/Documentation française, Paris, 2000.

terroger sur les avantages mais aussi sur les limites de ce type d'outil et à engager une analyse critique des catégories qui tendent à réifier l'observation sociologique (2^e partie).

Cette réflexion autour des questions de méthodes s'est poursuivie à travers l'examen des outils privilégiés de l'approche qualitative tels que l'entretien ou l'observation et une analyse des conditions d'une combinaison optimale des méthodes. Comment articuler l'approche quantitative et l'approche qualitative ? Comment apparier questionnement et réponse méthodologique ? (3^e partie).

Après l'examen de ces questions, les débats du séminaire ont abordé la question tarifaire. Fort du constat sociologique selon lequel les « exclus de la culture » cumulent des handicaps culturels et économiques, la politique culturelle de cette seconde moitié du XX^e siècle a fait de l'outil tarifaire un outil politique : modulation des tarifs et diversification des modes de paiement se sont conjuguées pour créer ou accroître la familiarité des Français aux institutions culturelles. La résurgence de la gratuité dans le champ muséal ainsi que la multiplication d'initiatives locales en matière de carte ou chèque culture fournissent des terrains d'observation privilégiés (4^e partie).

Enfin, après avoir longuement passé en revue les modalités d'études des publics réels, ont été abordées les notions floues de « non-public » et de « public potentiel », particulièrement sollicitées dans les phases de programmation d'établissements culturels nouveaux mais également questionnées par des établissements culturels plus anciens (5^e partie).

Ce travail de discussion s'est accompagné d'un recensement des études sur les publics ayant donné lieu à publication durant la dernière décennie. Cette bibliographie importante (plusieurs centaines de références, réparties par thème et par type de publication) est proposée, comme outil de travail, à la fin de l'ouvrage.